

Un monde qui vacille

Emiliano Arpin-Simonetti

Number 770, January–February 2014

Un monde qui vacille

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70808ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Arpin-Simonetti, E. (2014). Un monde qui vacille. *Relations*, (770), 12–13.

Un monde qui

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

La direction que prendra le monde au cours des prochaines décennies nourrit bien des hypothèses et des conjectures, parfois contradictoires. Elles portent tantôt sur le déclin des États-Unis et l'émergence de la Chine comme nouvelle superpuissance, tantôt sur l'avenir du capitalisme ou sur l'issue de la crise écologique, entre autres enjeux. Au cœur même du présent dossier, des perspectives s'affrontent, confrontant leurs limites et apories, attestant la complexité du monde et l'incertitude qui, certes, caractérise toujours l'avenir, mais peut-être davantage ces temps troubles.

Malgré les approximations et les divergences qu'il est difficile d'éviter quand vient le temps de donner sens, de manière globale, aux nombreux soubresauts et circonvolutions qui secouent la planète, certaines dynamiques profondes émergent néanmoins et permettent de pressentir les points de basculement possibles de l'ordre géopolitique mondial.

Au cœur de ce « basculement du monde », pour reprendre le titre du livre de Michel Béaud (La Découverte, 1998), l'émergence de la Chine comme nouveau centre de l'économie mondiale apparaît comme un élément incontournable. Si les États-Unis gardent un puissant contrôle de l'infrastructure juridique et informatique de la globalisation et en demeurent les principaux gestionnaires, la Chine, elle, en est devenue le moteur : c'est elle qui permet à un système carburant à la croissance de se maintenir. Ainsi, en 2016, elle supplantera officiellement les États-Unis au rang de première économie du monde.

Cette transition ne s'opère pas du jour au lendemain, et le statut de superpuissance des États-Unis ne leur a pas encore été ravi. Malgré l'essoufflement relatif de leur économie, leur influence politique, culturelle et, surtout, militaire, reste en effet inégalée. Celle-ci demeure un des piliers sur lesquels s'appuie l'oncle Sam pour se garantir un accès à certaines ressources stratégiques (minéraux, énergies fossiles, eau), devant la concurrence accrue des puissances émergentes comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (le fameux BRICS). Son pari militariste,

porteur des germes de la guerre et d'une course aux armements déjà amorcée avec la Chine (dont le budget militaire a crû en flèche au cours des dernières années), constitue une inconnue potentiellement explosive dans la nébuleuse de la « transition hégémonique » que nous vivons, pour reprendre l'expression d'Immanuel Wallerstein.

Dans cette grande joute, le rôle de l'Inde constitue une autre partie importante de l'équation, elle qui devrait devenir la deuxième économie mondiale d'ici la moitié de ce siècle, devant les États-Unis, selon les prévisions de



vacille

l'OCDE. Le numéro de juillet-août 2014 de *Relations* y sera consacré, ce qui explique en partie notre choix de ne pas l'aborder dans le présent dossier. Mentionnons simplement que certains enjeux géostratégiques importants se poseront entre l'Inde et la Chine au cours des années à venir, en particulier ceux liés à l'eau. Des contentieux frontaliers entre les deux pays existent déjà, une situation qui pourrait s'aggraver en raison des changements climatiques qui accélèrent la fonte des glaciers de l'Himalaya. Ces tensions sont susceptibles de jouer un rôle déstabilisateur dans la région appelée à devenir le centre du monde.

* * *

Dans ce climat d'incertitudes multiples marqué par le déclin de l'Occident, une chose est sûre toutefois : la mondialisation capitaliste n'est aucunement menacée. Bien au contraire : elle s'approfondit, à travers une financiarisation implacable, l'expansion de la toile juridique contraignante des traités commerciaux, le pillage accéléré des ressources et la destruction de l'environnement. L'essor des pays du BRICS, loin d'endiguer le phénomène, en draine plutôt les dividendes vers de nouveaux centres, au profit de nouvelles classes d'enrichis qui demeurent minoritaires même si leur poids tend à s'accroître. En adoptant les structures productives et les modes de gestion du capitalisme avancé, ces pays deviennent ainsi de nouveaux relais importants permettant à ce vaste réseau qu'est l'économie mondiale de fonctionner, en distribuant les risques, même lorsque d'autres centres vacillent.

Malgré cette configuration chaque jour plus connectée du capitalisme mondial, la circulation toujours plus rapide des flux mondiaux de capitaux et de marchandises accélère ses contradictions internes et constitue une autre source d'instabilité. Alors que le système mondial s'approche d'une forme oligopolistique gérée par un club de pays riches (le G20, avec en son centre le G8 et le BRICS), la tentation – ou la nostalgie – du monopole du pouvoir chez les élites des différentes puissances mondiales pourrait bien créer de vives tensions. Dans ce contexte, le rôle qu'entend se donner chacune de ces puissances dans le concert des nations est à surveiller. Si ce rôle est en partie déterminé par les logiques et les dynamiques propres au capitalisme – et l'expansionnisme dont il est porteur –, il l'est aussi par les

« La sortie de l'ère coloniale et le déclin de l'occidentocentrisme ouvrent la voie à un véritable dialogue des civilisations qui, en retour, rend possible l'avènement d'un nouvel universalisme. Un universalisme à plusieurs voix, un pluriversalisme. »

MANIFESTE CONVIVIALISTE.

DÉCLARATION D'INTERDÉPENDANCE

luttres politiques menées au sein de ces pays, au nom de principes et de représentations du monde de plus en plus diverses. Car partout, des résistances parfois tenaces émergent face à la brutale dépossession qui caractérise le développement capitaliste, en particulier dans sa phase actuelle, alors que son découplage avec la démocratie et l'idéologie des droits humains semble de plus en plus consommé à mesure que l'autoritarisme s'impose comme le garant de l'efficience marchande et technocratique.

Signe d'une perte d'influence de l'Occident, ces résistances qui éclosent se font dans bien des cas au nom de représentations du monde indigènes, souvent même en dehors des catégories de pensée occidentales, notamment celles du libéralisme et du socialisme « scientifique ». Pensons simplement au « *buen vivir* » et à la défense de la Terre-mère des mouvements indigénistes en Amérique latine – mais aussi en Amérique du Nord –, qui mobilisent une conception du monde et de l'environnement radicalement opposée au consumérisme, à l'hyperindividualisme et à l'extractivisme caractérisant le modèle capitaliste.

Ces résistances, qui sont autant de réponses des sociétés du monde aux effets destructurants du capitalisme, reflètent la richesse et la diversité des civilisations et doivent être l'objet de la plus grande attention. En offrant des alternatives nouvelles, elles nous indiquent les angles morts de nos luttes et nous invitent, à notre tour, à décoloniser notre héritage culturel : celui de la modernité. D'une part pour dépasser ses limites en y intégrant les apports des cultures du monde, comme nous y convie Enrique Dussel dans les pages de ce dossier ; mais aussi, d'autre part, pour renouer avec l'humanisme dont la modernité était porteuse avant sa récupération bourgeoise, utilitariste et impérialiste. Enfin, ces résistances nous invitent aussi à éviter le piège d'une solidarité fondée sur le seul grégarisme ethnique et le chauvinisme – ce que l'historien Eric Hobsbawm appelait « le communisme des idiots » –, tel que promu par les mouvements d'extrême droite qui se présentent, eux aussi, comme des réponses au sabotage capitaliste, mais qui n'en sont que des créatures zombifiées. ●

© Alain Reno